

AKTUELL

RAPPORT ARTUSO

Excusez du peu !

Luc Caregari

Alors que les conclusions du rapport Artuso sont en train de sortir le débat sur la collaboration de sa léthargie, les conséquences politiques se font attendre : entre des archives mal gérées, une recherche historique hypothéquée et l'incapacité notoire de la politique à prendre des décisions courageuses, le champ est large.

Que ce soit samedi dernier au Casino - Forum d'art contemporain ou mardi dernier au centre culturel de Reckange-sur-Mess, les conférences et tables rondes sur le rapport Artuso sont toujours propices à remplir les salles. Et, dans les discussions, les langues se délient. La phrase « Enfin, le tabou est brisé » est d'ailleurs souvent entendue. Pourtant, le cheminement qui va du rapport vers des excuses officielles de la part du gouvernement envers la communauté juive pour les faits de collaboration - désormais incontestables - de la Commission administrative s'avère difficile.

Et cela pour deux raisons. D'abord, parce que le dialogue entre pour et contre est semé d'embûches et de malentendus. On a très bien pu le voir lors de la table ronde à Reckange-sur-Mess, où l'auteur du rapport devait débattre avec Jean Hamilius, l'ancien ministre libéral qui l'avait ouvertement attaqué dans ses mémoires, ne supportant pas que ce jeune historien s'apprête à défaire le mythe national du « Luxembourg résistant ». Entre-temps, il semble qu'Hamilius ait repris un peu ses esprits, car la confrontation s'est résumée au constat suivant de sa part : « Il est vrai que la plupart des Luxembourgeois n'étaient pas des héros. Et je n'ai jamais dit que tout le pays était entré dans la résistance contre les nazis. » Cela ne l'a pas empêché de camper sur la position du « non » à d'éventuelles excuses. Même quand furent évoqués les douloureux souvenirs d'Henri Juda, dont le père était l'un des six Juifs (contre 3.000 réfractaires) cachés par des Luxembourgeois pendant la guerre et dont les peines ne se sont pas terminées avec le retour « à la normale » après 1945.

Pour résumer des heures de discussion : au-delà de la question de savoir s'il faut s'excuser ou non, il reste celle, plus importante, de comprendre au nom de qui et pour quoi il faut s'excuser. Ne suffirait-il pas d'accep-

ter sa responsabilité - comme l'avait fait Jacques Chirac - au lieu de s'excuser formellement comme l'avait fait Elio Di Rupo ? Des questions dont ont débattu les membres de la conférence des présidents, le comité scientifique derrière le rapport Artuso et Xavier Bettel en personne. Avec le résultat que pour les politiques le rapport, au lieu de lever le flou, en a produit davantage, tant les conclusions de cette séance - dont le woxx s'est procuré le procès-verbal - sont restées vagues. On y lit par exemple que, pour le premier ministre, « ce rapport ne constitue pas un aboutissement, mais une étape dans le travail sur notre histoire », et Bettel de renvoyer vers le rapport sur les « comptes dormants » encore à faire et d'insister pour qu'on ne politise pas ce dossier.

Six contre 3.000

Ce qui pourrait être un vœu pieux, tant cette politisation a marqué le début de la polémique autour de ce rapport. Une seule conclusion a été fanfaronnée à l'unanimité à la fin de la séance : il faut continuer à explorer l'histoire douloureuse de la collaboration.

C'est vite dit et ça ne coûte rien de le dire, même si c'est une négation totale de la rhétorique encore employée à la publication du rapport, où ce dernier était considéré comme quelque chose de définitif. Encore faut-il se donner les moyens de le faire. Et c'est là où le bât blesse. Certes, le fameux « Institut du temps présent » a été mentionné dans la commission, mais cela ne le rend pas plus réel pour autant. Surtout lorsqu'on pense que, d'après les annonces gouvernementales de fin 2013, il aurait dû être mis sur pied depuis un bon moment. S'y ajoute encore la problématique des archives, dont on ne peut énumérer ici tous les déboires subis ces dernières années. Encore une fois une affaire de moyens qu'il faut se donner. Donc, en conclusion - intermédiaire cela s'entend - on pourrait dire : ou les politiques trouvent le courage de réagir vite, ou ils devront donner enfin les moyens conséquents aux archives et à la recherche - universitaire - d'aller encore plus loin. Ne rien faire des deux n'est tout simplement pas une option.

SHORT NEWS

Fairphone 2.0: Teurer, besser, fairer

(lm) - Wer von einem fair gehandelten Handy träumte, es aber verpasst hatte, Ende 2013 ein Exemplar des ersten Fairphones zu erstehen (woxx 1261), bekommt nun eine zweite Chance. Die nach ihrem Produkt benannte niederländische Start-Up wird demnächst Vorbestellungen für ein neues Modell annehmen. Verändert hat sich fast alles: Diesmal, so liest man auf dem Portal Heise.de, kontrolliert die Firma viel genauer, was wo und unter welchen Bedingungen hergestellt wird. Allerdings ist noch unklar, ob bei der Beschaffung der Metalle Fairtrade-Standards eingehalten werden können. Bisher sind nur Lötzinn und Kondensatoren aus konfliktfreiem Material hergestellt. Die Arbeitsbedingungen beim singapurisch-chinesischen Partnerunternehmen sollen untersucht und gegebenenfalls verbessert werden. Darüber hinaus hat sich Fairphone auch entschieden, das neue Modell eher am oberen Ende der Leistungsskala anzusiedeln - und damit teurer zu machen. Dies sei im Sinne der Nachhaltigkeit, weil das Handy auch nach ein paar Jahren noch eingesetzt werden könne. Andere Voraussetzungen hierfür, wie einen austauschbaren Akku, wurden bereits vom ursprünglichen Mittelklasse-Modell erfüllt, das seinerzeit 325 Euro kostete.

www.fairphone.com

RTL honore un FN luxo

(lc) - La rédaction du woxx le savait déjà depuis quelques semaines : le 25 avril, un parti nommé « Sozial Demokratiesch Vollekspartei » veut se constituer. Mais vu que c'est loin d'être la première fois que des membres éminents de la fachosphère locale rêvent de fonder un parti - Steve Lamberty, le nouveau vice-président de l'Adrenalin, les jeunes de l'ADR, a échoué magistralement par exemple - et qu'il est souvent préférable de ne pas évoquer les gesticulations de ces milieux pour ne pas leur faire de la pub gratuite, on a préféré ne pas en parler. Quelle surprise alors de voir sur le site de RTL un article sur ce nouveau parti, d'autant plus que le texte semble dénué de tout esprit critique envers une telle évolution. Au contraire, le fondateur du parti, Nico Castiglia, « qui veut s'inspirer du Front national, mais peut-être pas de façon aussi radicale », a même droit à une interview, sans que nos confrères mentionnent le fait qu'il a déjà figuré sur les listes d'un parti. Celui des Pirates en l'occurrence, où il était en troisième position sur la liste de la circonscription Sud. Les flibustiers devraient faire un peu gaffe à leurs embauches : ce n'est pas la première fois qu'un candidat teinté de brun se glisse dans leur parti. Et décidément, à RTL, tout semble permis pour satisfaire les commentateurs douteux.

Le Ceba persiste et ne signe pas

(lc) - Pour le Ceba (Cercle européen pour la promotion des arts), institution connue du grand public pour la fameuse « Summerakademie », mais dont l'offre dépasse largement ces activités, le psychodrame de la résiliation des conventions dans le secteur culturel est loin d'être terminé. En effet, d'après nos informations, le Ceba n'a pas signé la nouvelle convention proposée par le ministère de Maggy Nagel. Et cela pour plusieurs raisons. D'abord parce que le ministère voulait limiter les missions du Ceba à la « Summerakademie », alors que ce dernier a tendance à élargir ses activités tout au long de l'année. Un développement que cette convention stopperait aussi net qu'une deuxième ambition du Ceba - celle de trouver enfin de nouveaux locaux. Alors que, après avoir lu la nouvelle convention, l'organisation a immédiatement demandé une entrevue au ministère, celle-ci ne lui est accordée que pour la fin avril. Entre-temps, le Ceba vit de ses fonds de roulement, qui suffiraient à assurer encore la « Summerakademie » de cette année. En bref : encore un cas où le ministère veut intervenir directement dans les activités d'une association sans en connaître les tenants et les aboutissants.